



HAL
open science

Territoires et temporalités du post-conflit et de la reconstruction au Congo-Brazzaville

Elisabeth Dorier, Mathilde Joncheray, Erwan Morand

► **To cite this version:**

Elisabeth Dorier, Mathilde Joncheray, Erwan Morand. Territoires et temporalités du post-conflit et de la reconstruction au Congo-Brazzaville. 22e Festival international de Géographie de Saint-Dié-des-Vosges "L'Afrique plurielle: paradoxes et ambitions", Oct 2011, Saint-Dié-des-Vosges, France. . hal-01779045

HAL Id: hal-01779045

<https://hal.science/hal-01779045v1>

Submitted on 12 Mar 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

TERRITOIRES ET TEMPORALITES DU POST-CONFLIT ET DE LA RECONSTRUCTION AU CONGO-BRAZZAVILLE

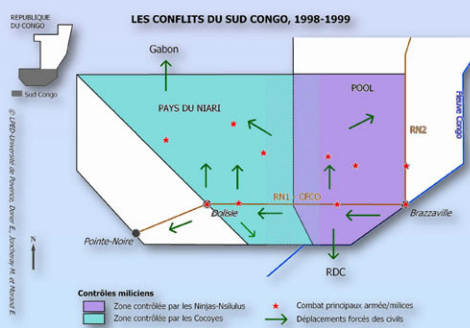
Une décennie de guerres entre milices politiques et armée ont fortement déstructuré certains territoires du sud Congo. Depuis les années 2000, la reconstruction est en marche, mais selon des modalités et des temporalités différentes en fonction des régions concernées. Les départements du Pool et des Pays du Niari (départements du Niari, de la Bouenza et de la Lékoumou), bastions de plusieurs partis d'opposition politique au sud du pays et placés au cœur des guerres successives, sont emblématiques de ces décalages des chronologies du post-conflit.

Evolution comparée de 2 régions touchées par les guerres au Congo-Brazzaville

	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
PAYS DU NIARI	Combats entre armée, milice cobra et milices « cocoyes ».			Occupation militaire et « pacification » Démobilisation des milices			Transition vers normalisation administrative et politique									
POOL	Combats entre armée, milice cobra et milices « ninjas-nsilulus ».			Repli des milices vers le Pool Nord sans démobilisation : instabilité			Guerre du Pool, processus électoral stoppé			Présence militaire et instabilité Cohabitation armées/milices						
	Déplacements forcés internes de population			Rares ONG d'urgence en périphérie de la zone (HCR – ACF)			Programmes humanitaires post-conflit CICR – PAM-PNUD. Programme de Démobilisation Désarmement Réinsertion (DDR). Retour progressif des populations									
	Déplacements forcés massifs de Brazzavillois chassés par l'armée vers le Pool Sud, puis pris en otage par les milices Ninjas et Nsilulus de Ntoumi.			ONG d'urgence humanitaire (CICR – MSF)			Fuite des populations rurales du Pool			Programmes humanitaires post-conflit CICR-MSF Retour des populations						
	Normalisation administrative et politique Seconde élections législatives												Vers la paix?			
	Début de la <i>Municipalisation Accélérée</i> à Dolisie (Niari) Reprise d'investissements économiques internationaux												Reprise des investissements locaux			
	Retour des bailleurs internationaux de post-conflit-développement : Banque Mondiale-ONU-FIDA-IPHID.															
	Retrait du CICR			Pacification et retour des administrations			Premières initiatives de développement local : Plan de développement du Pool			Opération militaire de maintien de la paix : <i>Kimia</i>			Vers la paix?			
	Persistence de poches d'insécurité (banditisme d'ex-miliciens)			Communautés agraires d'ex-combattants Ninjas contrôlés par le pasteur Ntoumi (devenu Ministre)												
	Relance du processus DDR avec appui international			Retour très progressif des programmes de post-conflit-développement : PNUD-FAO-FIDA.									Municipalisation accélérée			

Source : enquêtes locales 2008-2011 Dorier E. et Joncheray M., LPED, 2011

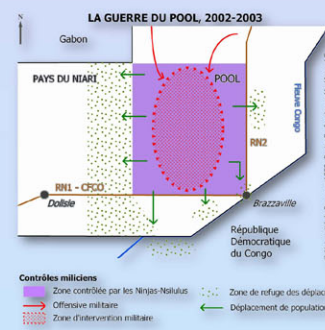
Les guerres du Sud Congo



A l'apogée des combats entre l'armée (appuyée par l'Angola et la milice pro-gouvernementale cobra) et les milices sudistes coalisées (Cocoyes-Ninjas-Nsilulus), des centaines de milliers de civils brazzavillois sont contraints de se replier vers le Sud. L'axe du Chemin de Fer Congo Océan est un enjeu stratégique.



En 2001, la « Flamme de la Paix » veut symboliser l'arrêt des conflits. Plus de 100 armes sont brûlées devant le Palais du Parlement à Brazzaville.



Malgré cette perspective de paix, les combats perdurent dans les zones rurales du Pool jusqu'en 2004. Les civils ruraux se réfugient alors principalement dans les forêts et les départements environnants.

Le difficile rétablissement de la paix

Plusieurs plans de « Désarmement, Démobilisation et Réinsertion » (DDR) ont bénéficié de financements internationaux (OIM, PNUD, Banque Mondiale, Union Européenne) entre 2001 et 2009. Sur 32 000 ex-combattants identifiés, seuls 19 000 ont reçu des aides pour leur réinsertion (carte 1). La plupart se sont simplement « auto-démobilisés » (sic) : ils sont rentrés dans leurs villages avec armes et munitions. Les autres se sont réintégré via le travail agricole familial. Seule une partie des chefs de guerre a été réintégré dans l'armée.

Dans le Pool, le mouvement politico-messianique du « révérend pasteur » Ntoumi, est toujours influent.

Ce dernier, nommé en 2007 *Délégué général auprès du Chef de l'Etat, chargé de la promotion des valeurs de paix et de la réparation des séquelles de guerre* a mis deux ans à négocier le dernier programme de réinsertion (PNDDR 2007-2009). Ses miliciens Ninja-Nsilulus recensés trop tard n'ont pu bénéficier des mesures d'accompagnement prévues. Certains d'entre eux vivent toujours en communautés dans le Pool (Vinza et Kindamba). Les élections législatives et locales ont pu avoir lieu normalement dans le département du Pool en 2007-2008.

Depuis fin 2010, l'Opération *Kimia* (« paix » en lingala), permet pour la première fois le déploiement pacifique de la force publique (gendarmes, policiers et militaires), laissant espérer un retour effectif à la paix.



La Municipalisation accélérée, bien que partielle et inachevée, a permis la réalisation de grandes infrastructures. Ses projets sont indépendants des dommages subis pendant les guerres.

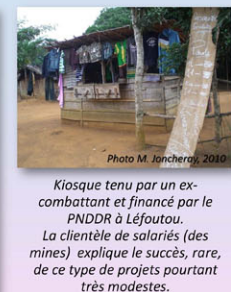
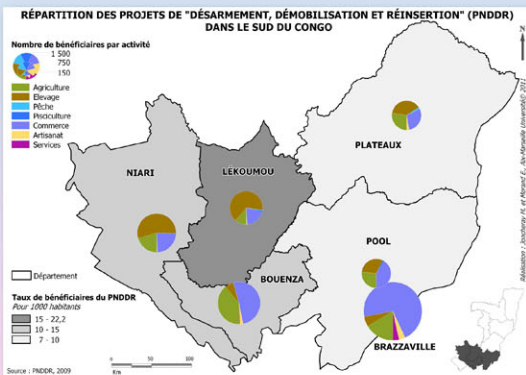
Reconstructions

La « Municipalisation accélérée » marque le retour de l'Etat-aménageur.

A l'occasion de chaque fête nationale, un département est choisi pour bénéficier de grands projets présidentiels (carte 2). Il s'agit d'une stratégie de valorisation de la fonction de redistribution et de contrôle territorial de l'Etat.

Des départements touchés par les conflits, seul le Niari en a bénéficié en 2006, essentiellement dans sa préfecture, Dolisie. Réalisé dans le fief de l'ancien président vaincu, P. Lissouba, cet événement a scellé la paix dans cette région.

Le Pool, épice centre des conflits, devra attendre 2012. Ce projet est hautement symbolique puisqu'il s'agit, pour la première fois depuis que le président Sassou Nguesso est au pouvoir (1979), de consacrer un important budget national au bastion de son opposition politique.



Kiosque tenu par un ex-combattant et financé par le PNDDR à Léfoutou. La clientèle de salariés (des mines) explique le succès, rare, de ce type de projets pourtant très modestes.

D'autre part, le gouvernement a lancé une ambitieuse politique de projets routiers, de lignes haute tension et de fibre optique. Alors que seul 1 ménage sur 5 est sporadiquement approvisionné en électricité, la mise en service du barrage d'Imboulou permettra d'améliorer les conditions de vie de la population, tout au moins des ménages non défavorisés de Brazzaville. Cette remise à niveau des infrastructures est stimulée par des perspectives favorables du côté des matières premières.



Le barrage hydroélectrique d'Imboulou, construit au Nord du Pool, a été inauguré en mai 2011.